

LE MALAISE DE LA SÉVERINE, 1800 EUROS PAR MOIS CLASSE MOYENNE



De plus en plus d'observateurs se penchent sur la classe moyenne. Outre les politiques qui voient en elle un électorat et la presse pour qui elle est une inépuisable source d'articles, de multiples études traitent la question. Dernière contribution en date, le sondage réalisé par la Fondation pour l'innovation poli-

tique (FONDAPOL) avec l'IFOP. Cette enquête confirme des positions de la CFE-CGC. Pour l'illustrer, intéressons-nous à Séverine, aide-soignante de 27 ans...

En plus de son **saire net de 1550 euros nets mensuels**, Séverine qui vit seule avec sa fille de quatre ans, peut compter sur une prime annuelle de 1160 euros, soit 97 euros par mois,

sur 30 euros d'aide au logement et sur 70 à 220 euros de remboursement mensuel de la nourrice par la CAF. **Son revenu net oscille donc entre 1700 et 1800 euros par mois**, ce qui la fait appartenir à ce que la CFE-CGC appelle la « classe moyenne inférieure »,

c'est-à-dire ceux qui gagnent plus de 1000 euros et moins de 1800 euros mensuellement pour une personne seule. Le ménage de Séverine comptant pour 1,3 unité de consommation ceci lui confère un revenu disponible (revenu par unité de consommation) de l'ordre de 1350 euros par mois.

La « classe moyenne inférieure » à laquelle appartient Séverine représente 17% de la population active. La « classe moyenne intermédiaire », 16%, et la « classe moyenne supérieure », 15%, soit au total 48% pour l'ensemble de la classe moyenne. Ces chiffres correspondent aux résultats de l'enquête FONDAPOL/IFOP, dont la première question a consisté à demander aux gens « à quelle classe économique » ils estiment appartenir : 52% d'entre eux considèrent faire partie des « classes moyennes », expression que le sondage emploie au pluriel car, en fonction des niveaux de revenus, il dis-

Un combat pour la CFE-CGC, un constat pour Google

Les statistiques ne mentent pas : une recherche avec les mots-clés « classes moyennes » sur la page d'accueil du site de la CFE-CGC fait ressortir... 120 résultats. Si l'on restreint la recherche à la Lettre confédérale, ces deux mots-clés produisent encore 70 occurrences. Durant la seule année 2010, la Lettre confédérale a traité le thème « classes moyennes » seize fois. En 2009, onze fois ; en 2008, onze fois également. Durant les années 2000 à 2002, le thème apparaissait déjà deux à quatre fois par an dans les sommaires de la publication. Une telle constance illustre l'ancienneté de la prise en compte de la problématique spécifique des classes moyennes par la CFE-CGC. Mais la récurrence accrue du sujet traduit aussi une montée de la préoccupation. Si la CFE-CGC parle de plus en plus des classes moyennes, ce n'est pas par plaisir d'enfoncer le clou mais bien parce que les difficultés des classes moyennes s'aggravent !

Si l'on pousse la recherche en tapant « classes moyennes » sur Google, il est intéressant de constater que trois des cinq premiers résultats qui s'affichent (en dehors de l'entrée Wikipédia qui est en tête de liste) traduisent un malaise, une difficulté. En troisième position de la recherche Google, on trouve ainsi un lien vers une étude du Credo datant de mars 2009 : « Les classes moyennes sous pression ». Le ton est donné.

En cinquième position figure un article du Parisien titré « Le grand malaise des classes moyennes », du 18 novembre 2010, dans lequel le journaliste Marc Lomazzi, rendant compte d'une enquête de l'IFOP sur les classes moyennes, écrit notamment : « Les membres des classes moyennes ont un point commun. Ils sont inquiets. S'ils mènent une vie plus confortable que celle de leurs parents, la crise a fait voler en éclats leur espoir d'ascension sociale. Désormais, l'avenir leur fait peur. Peur du déclassement social, du chômage, de l'immigration, de la mondialisation et de son cortège de délocalisation. » Enfin, en 7^e position on trouve un lien vers une étude du sociologue Louis Chauvel, intitulée : « La déstabilisation des classes moyennes ». Très scientifique sur le fond et sur la forme, cette étude d'une vingtaine de pages porte en particulier sur la question de la scolarité des enfants des classes moyennes.

Alors, CFE-CGC-Google, même combat ? N'exagérons rien. La Confédération n'est pas un pure player de l'Internet et Google n'est pas un syndicat. Mais cette petite recherche rapide par mots-clés montre que l'éclatement et le déclassement des classes moyennes sont une réalité dans le monde réel comme sur Internet.

tingue ensuite deux catégories : « les classes moyennes » et « les classes moyennes supérieures ».

Si l'on regarde le détail des réponses, les résultats à la question sur la capacité d'épargne mensuelle semblent optimistes : 28% des « classes moyennes » déclarent épargner plus de 300 euros par mois et 11% plus de 500 euros. La réalité de Séverine est tout autre puisque ses dépenses fixes se montent à **1 580 euros par mois** : 500 euros de loyer (470 avec l'aide au logement) dans un F3 en HLM où elle vit ; 175 euros de gaz, eau, électricité, impôts locaux et redevance ; 200 euros de crédit voiture ; 200 euros d'alimentation ; 79 euros d'abonnement Internet et téléphone portable ; 280 euros pour la nourriture ; 90 euros de cantine et de mutuelle...

« L'aide soignante pense avoir fait le tour de ses dépenses quand elle se souvient qu'elle fume », ajoute Jean-Luc Haas, le secrétaire national qui a recueilli son témoignage. Au total : environ 1 700-1 800 euros de revenus, 1 579 euros de dépenses... tout « irait bien » s'il n'y avait pas ces plus ou moins gros imprévus : 300 euros d'avocat en fin d'année 2009, 600 euros de réparations sur sa voiture, 600 euros d'assurances multirisques et assurance voiture, 200 euros de vétérinaire... « Je ne m'en sors pas trop mal, je suis meublée, j'ai ma voiture. J'ai la sécurité de l'emploi et même si 100 euros en plus seraient bienvenus, je ne me plains pas », dit Séverine. Mais pour le secrétaire national, son « reste pour vivre » est bien maigre. Comment pourrait-elle épargner ? Quel

espoir pour elle et plus encore pour sa fille à terme ?

Séverine a la chance d'être aidée indirectement en bénéficiant d'un logement HLM, mais quelle serait sa situation si elle devait payer un loyer au tarif du secteur privé, le prix de marché comme on dit ? Est-il normal qu'il lui soit matériellement impossible, compte tenu de son reste pour vivre et de sa faible capacité d'épargne, d'acheter sa résidence principale ? Le logement est une cause majeure du malaise actuel des classes moyennes qui subissent de plein fouet l'envol des loyers et du coût de l'accession. Depuis deux décennies, le taux d'accession à la propriété a augmenté pour les 20% les plus riches, il a diminué pour les classes moyennes.

Info ou intox ?

Les grands de ce monde s'intéressent aux classes moyennes

Le cadre ou l'agent de maîtrise stressé voire compressé dans ses finances et dans son logement sera heureux d'apprendre que les maîtres du monde le considèrent comme un sujet de préoccupation intéressant. Si cela ne débouche pas toujours sur des mesures concrètes, cela fait plaisir.

Les classes moyennes sont donc...

... l'objet d'un consensus démocrate aux États-Unis

La présidente de la Chambre des représentants américaine Nancy Pelosi a déclaré en décembre que le Congrès allait s'employer à prolonger les allègements fiscaux pour les classes moyennes, mais « pas pour les riches ». La question de la prolongation ou non des allègements fiscaux approuvés en 2001 et 2003 sous la présidence de George W. Bush, qui sont arrivés à expiration à la fin de 2010, constitue un des grands débats au Congrès avant les élections parlementaires de mi-mandat. L'administration Obama et la majorité des démocrates souhaitent proroger les allègements pour les classes moyennes, mais pas pour les plus riches, afin de réaliser une économie de 700 milliards de dollars sur dix ans.

... un sujet de débat entre PS et gouvernement

« Les députés PS ont estimé, fin 2010, que le projet de budget 2011 prévoyait « dix milliards d'euros de hausse d'impôts », « supportée par les classes populaires et les classes moyennes ». « Les ménages vont subir une hausse d'impôts de dix milliards d'impôts », ont déclaré les députés PS Pierre-Alain Muet et Michel Sapin, juste avant le débat budgétaire. Ils ont cité l'augmentation de la TVA sur les offres internet triple play et la réduction des avantages fiscaux pour les investissements photovoltaïques.

... un enjeu politique pour l'UMP

« Pilier de la société française », les classes moyennes ont fait l'objet, en juin 2010, d'un débat au bureau politique de l'UMP à l'initiative du

secrétaire d'État à l'emploi (UMP) de l'époque, Laurent Wauquier, missionné sur ce thème par Xavier Bertrand. Il a reconnu que les classes moyennes « ont consenti le plus de sacrifices ces dix dernières années (mais) ont vu leurs perspectives d'avenir d'ascension sociale se réduire ». Il a estimé urgent de « relancer l'ascenseur social en débloquent ses principaux leviers » : le logement, l'éducation et la modification du système socio-fiscal pour le rendre plus distributif au profit des classes moyennes.

...des clients peu solvables pour le président d'Amex

Le PDG d'American Express (Amex), Kenneth Chenault, s'est inquiété pour l'accès au crédit des classes moyennes, voyant une divergence dans ce domaine avec les catégories plus aisées de la population. Lors d'une conférence organisée par le Wall Street Journal, M. Chenault a savamment expliqué que les organismes financiers « distribuent moins de crédit », à la fois à cause de la crise mais aussi parce que les banques se voient imposer des limites aux tarifs et commissions. Il a toutefois estimé que les clients d'American Express appartiennent aux classes « plus aisées » et étaient moins touchés. « Il y a une différence entre les classes aisées et les moins aisées », a jugé M. Chenault. Ce en quoi il est difficile de le contredire.

...un cheval de bataille de l'OCDE

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a appelé les gouvernements latino-américains à prendre des mesures concrètes pour défendre leurs classes moyennes, en marge d'un sommet ibéro-américain à Mar del Plata (Argentine). « Les Latino-américains qui se trouvent au milieu de l'échelle continuent de faire face à des problèmes considérables en termes de pouvoir d'achat, de niveau d'éducation et de stabilité de l'emploi », a déclaré le secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría. « Ces groupes ont du chemin à faire avant de pouvoir être comparés aux classes moyennes des économies plus avancées », a-t-il ajouté.

Les dépenses de logement représentent en moyenne 25% du budget d'un ménage, 27% hors charges dans le cas de Séverine. C'est le principal poste de consommation. De surcroît, c'est une charge dont le poids empêche une grande partie des classes moyennes de partir normalement en vacances. 16% des classes moyennes partent en vacances une année sur deux et 24% « moins souvent ou jamais », selon le sondage FONDAPOL. Edifiant !

Le malaise et la difficulté se lisent aussi à la question « **Types d'aides que l'on attend en priorité** » où l'on voit clairement qu'environ un tiers des répondants ploie sous le joug de la fiscalité, des taxes et des impôts locaux : 37% appellent de leurs vœux une baisse des taxes sur les carburants. Presqu'un tiers des retraités attend une hausse de sa pension de retraite. Tout de suite après se placent les demandes pour « une aide financière pour acheter son logement » (15%) et pour « des bourses ou une hausse des bourses pour vos enfants scolarisés ». Lorsque sa fille aura passé le Bac, comment Séverine ferait-elle, éventuellement, pour lui payer une école de commerce dont les frais de scolarité sont de l'ordre de 7000 euros par an, pendant trois ans ? Il faut rappeler que le problème financier de l'accès à l'éducation va au-delà des conséquences individuelles. C'est un frein à la formation d'ingénieurs, de chercheurs, un frein à l'ascenseur social, un frein à la mixité sociale, bref une manière insidieuse de gripper le moteur économique ou d'en réserver les leviers de commande aux enfants de privilégiés. Tout ce qui verrouille l'entrée dans l'éducation supérieure est négatif pour la société française car cela fait partie, de fait, du sous investissement macroéconomique de long terme. C'est donc un frein à l'emploi et à la croissance.

Enfin, la question que pose l'IFOP sur la confiance dans les institutions fait réfléchir. Les réponses montrent que la distanciation qu'un certain nombre des cadres ressentent par rapport à leur entreprise se diffuse au niveau politique. 41%

seulement des répondants font confiance à l'Union européenne ou au Parlement. On peut y voir un certain « recroquevillement » sur soi, sur ses intérêts de court terme, à cause des difficultés. Idem pour le faible taux de confiance dans les syndicats (31%). Ce score sans surprise, hélas ! devrait faire réfléchir sur la pertinence de la loi sur la représentativité qui se fonde uniquement sur des critères comp-

tables : une loi inadaptée au milieu socio-économique français. Les Français n'ont plus confiance dans les syndicats car ils leur demandent plus d'efficacité et davantage de services de terrain, ce qu'essaye d'apporter la CFE-CGC au quotidien par le travail de ses militants. **Les Français attendent un vrai contre pouvoir des syndicats et pas seulement un comptage électoral de leurs effectifs.**

Réponses en %	Ensemble	Classes moyennes	Classes moyennes supérieures
LE REVENU NET MENSUEL DU FOYER			
Question : quel est approximativement le revenu net mensuel de votre foyer (en intégrant les salaires, les aides et les allocations) ?			
• Moins de 1000 euros	5	2	1
• De 1 000 à 2 000 euros	33	25	4
• De 2001 à 4000 euros	45	58	39
• Plus de 4 000 euros	17	15	56
LE MONTANT MENSUEL DE L'ÉPARGNE			
Question : Quel montant épargnez-vous en moyenne chaque mois ? (Base : personnes ayant déclaré épargner, soit 54% de l'échantillon)			
• Moins de 100 euros	15	16	3
• De 100 à 199 euros	25	24	13
• De 200 à 299 euros	18	21	12
• De 300 à 500 euros	27	28	37
• Plus de 500 euros	15	11	35
LES VACANCES			
Question : Ces dernières années, êtes-vous parti en vacances d'été ?			
• Tous les ans	35	39	66
• Quasiment chaque année	18	21	16
• Une année sur deux	16	16	6
• Moins souvent ou jamais	31	24	12
LES TYPES D'AIDES QUE L'ON ATTEND EN PRIORITÉ			
Question : Quel type d'aides attendriez-vous en priorité de l'État et des pouvoirs publics ?			
• Une baisse des taxes sur les carburants	35	37	20
• Une baisse de vos impôts locaux	34	34	46
• Une baisse de votre impôt sur le revenu	26	31	40
• Une hausse de votre pension de retraite	25	28	21
• Une aide financière pour pouvoir acheter votre logement	17	15	10
• Des bourses ou une hausse des bourses pour vos enfants scolarisés	14	13	12
• Une hausse des allocations familiales	13	10	6
• Une hausse de la prime pour l'emploi	12	6	5
(*) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses			
LA CONFIANCE DANS LES DIFFÉRENTES INSTITUTIONS			
Question : Avez-vous plutôt confiance dans... ?			
• Les maires	63	68	72
• Les chefs d'entreprises	42	45	58
• L'Union européenne	41	41	65
• Le parlement	38	41	52
• Les syndicats	36	35	34
• L'État	34	36	53
• Les médias	28	28	32

Source : sondage Fondation pour l'innovation politique/Ifop portant sur un échantillon représentatif de 2000 personnes de la population française âgée de 18 ans et plus.